

L'AXE HAÏZER- TIKJDA NETTOYÉ

Une mégaopération de nettoyage a été lancée hier sur l'axe routier qui relie Haïzer au complexe touristique de Tikjda. Sur instruction du premier responsable, plusieurs organismes publics comme l'ONA, la DTP, l'hydraulique, les APC... ont été réquisitionnés pour la circonstance. Les associations du secteur de l'Éducation nationale, les scouts ont fait partie aussi des personnels appelés pour ramasser les bouteilles, les canettes et les déchets laissés sur place par les visiteurs. Une dizaine de camions et d'engins ont été transférés sur place pour cette opération qui vise à rendre sa place à la nature. Les lieux sont une destination privilégiée de bon nombre de personnes venant des quatre coins du pays en quête d'oxygène et de tranquillité. Les comportements incivils de certains ont porté un grave préjudice aux lieux qui, désormais, seront surveillés par des brigades. Les visiteurs sont libres de manger et de boire, mais à la condition de respecter l'environnement. Pour l'histoire,

nous avons constaté des tonnes de bouteilles de bière éparpillées un peu partout, donnant à l'espace une image hideuse et désolante. Pour donner à cette action l'ampleur exigée, c'est le secrétaire général de la wilaya en personne qui a supervisé l'opération qui a débuté vers les coups de 7 h du matin et qui a duré jusqu'à une heure tardive de la soirée. « D'autres opérations seront menées hebdomadairement et une surveillance sera accrue jusqu'à ce que tout le monde apprenne à laisser son espace propre », nous confiera un responsable. Le wali, de son côté, s'est refusé à être un objecteur de conscience. « Ceux qui se rendent sur ces lieux sont libres mais ils doivent impérativement respecter cette biosphère qui est une fierté pour la région. Obligation est désormais faite à tous et à toutes de veiller à la propreté des lieux naturels. C'est l'objectif de cette opération qui sera suivie par d'autres à travers toute la wilaya », dira Cherifi Mouloud.

A. M.

Une vaste campagne de nettoyage a été lancée hier **Tikjda fait sa mue**



C'est à l'initiative du wali de Bouira, M. Mouloud Cherifi, qu'une vaste opération de nettoyage a été lancée durant la matinée d'hier, à Tikjda, à une trentaine de kilomètres au nord de la wilaya de Bouira. Cette opération de grande envergure a vu la mobilisation de plusieurs directions de la wilaya, à l'image de celle des forêts, du parc nationale du Djurdjura (PND), des services de forêts (DSA), de la direction d'action sociale (DAS), de l'office d'assainissement (ONA), de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) et de la direction des travaux publics (DTP), ainsi que des APC d'El-Esnam, Bechloul, Haïzer et Taghzout. Le wali a donné le coup d'envoi officiel vers 9 heures. D'après le conservateur des forêts de la wilaya, pas moins de 400 personnes, dont des sportifs, des agents forestiers et des bénévoles, et plus de 50 engins ont été aussi mobilisés hier. Selon notre interlocuteur, deux tracés ont été ciblés par cette opération. Le premier est celui de la RN33, allant du village de Slim (commune de Haïzer) jusqu'au site de Tikjda, sur plus de 10 km. Le second est celui du chemin de wilaya 98, reliant le village Crête Rouge au carrefour de la RN33. En plus de la collecte des différentes sortes de déchets et l'éradication des décharges sauvages, de nouvelles plaques de sensibilisation et des bacs à ordures seront également installés tout au long de ces deux routes. D'après notre interlocuteur, une nouvelle opération de nettoyage sera lancée, le 11 décembre prochain, à l'occasion de la Journée mondiale de la montagne. Il faut dire que cette opération est venue presque à temps. Depuis plusieurs années, le parc national du Djurdjura et la zone de Tikjda plus particulièrement, sont victimes de différentes agressions qui menacent le patrimoine naturel et l'écosystème.

O. K.

► KSAR D'OUARGLA Restauration de 150 bâtisses

Les travaux de restauration de 150 bâtisses dans le vieux ksar d'Ouargla seront lancés prochainement, les contraintes qui entravaient depuis des années l'opération ayant été levées, a-t-on appris, jeudi dernier, auprès de l'Association du ksar pour la culture et la réforme. Les titres de propriété de 143 habitations devront être prêts avant la fin de l'année en cours pour finaliser les procédures nécessaires au montage financier de l'opération par le ministère de la Culture et ainsi entamer effectivement les travaux d'aménagement et de restauration, a précisé, à l'APS, le président de l'association Ahcène Boughaba. Le projet de restauration de ces 150 habitations, réparties entre les quartiers Béni-Sissine, Béni-Ouaguine et Béni-Brahim constituant le ksar d'Ouargla, a enregistré un grand retard dans son lancement, en raison notamment de l'absence de titres justifiant leur propriété, a-t-il expliqué. Ces habitations se sont grandement détériorées au cours des dernières années jusqu'à menacer ruine, du fait principalement de leur vétusté et des effets des aléas naturels, nécessitant des interventions «urgentes» pour leur restauration, a expliqué Boughaba. Le ksar d'Ouargla, classé en 2011 comme secteur sauvegardé, est considéré comme l'un des plus importants sites historiques et un modèle d'urbanisme saharien encore debout dans le Sud, et habité aujourd'hui, sur ses quelque 30 ha par près de 10.000 habitants. Des habitants qui souhaitent ne pas avoir à le (ksar) quitter et qui y opèrent, individuellement, des actions de restauration de leurs bâtisses dans des conditions ne respectant souvent pas son cachet urbanistique, a-t-il souligné. Plusieurs opérations d'amélioration de la situation du ksar avaient été menées par les pouvoirs publics, notamment sur son aspect urbanistique, de sorte à répondre aux



attentes de ses habitants, en plus de rénover les réseaux souterrains (eau potable et assainissement) et de renforcer les réseaux d'électricité et d'éclairage public. Des actions de restauration avaient également ciblé les mosquées et les placettes publiques à l'intérieur du ksar, ses sept portes d'accès et la façade extérieure de son ancien rempart, ainsi que le revêtement des voies principales menant vers le souk et la réhabilitation de la place des martyrs, attenante au ksar, a rappelé le président de l'association.

TINDOUF

LA STATION DE DÉMINÉRALISATION DE L'EAU POTABLE EN PHASE EXPÉRIMENTALE AVANT FIN 2016

La station de déminéralisation de l'eau potable de Tindouf rentrera en phase expérimentale avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau et de l'environnement (DREE). Ce projet dont les travaux de réalisation confiés à un groupe algéro-émirati sont à un stade "avancé", sera entré en service à titre expérimental avant fin de 2016 pour entamer par la suite la phase d'alimentation en eau potable déminéralisée, a précisé la même source. Selon le programme établi par le groupe de réalisation, l'approvisionnement du réservoir principal sera lancé la mi-novembre en cours à partir du réseau de la région de Hassi-Abdallah, champ de captage, pour y procéder à des analyses et déterminer d'éventuelles carences en vu de leur rattrapage. Les responsables du secteur de l'eau feront face au problème de la vétusté du réseau d'alimentation qui connaît des obstructions en raison de la grande salinité de l'eau, a-t-on fait savoir. La même source a fait part que la capacité de la station a connu une augmentation de 10.000 m³ à 15.000 m³ après avoir porté la capacité de pompage de l'eau à 40 L/S à la faveur de la réalisation de trois forages. Lancé en juillet 2013, ce projet est favorablement accueilli par la population locale en raison de sa contribution à l'amélioration de la qualité de l'eau potable, dont la teneur en sel est plus de 3 mg par litre.

APS

Ressources en eau Ouali reçoit le représentant du PNUD en Algérie

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a reçu, jeudi à Alger, le représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) en Algérie, Eric Overvest, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette rencontre a permis d'évaluer la coopération entre l'Algérie et cette agence onusienne et d'examiner les voies et moyens nécessaires pour sa promotion, notamment dans le domaine des ressources en eau et de l'environnement, selon la même source.

Dans cette perspective, les deux parties ont convenu d'encourager toutes les initiatives en vue d'établir un programme de coopération dans les domaines des ressources en eau portant particulièrement sur l'expertise pour l'auscultation des barrages, l'élaboration de la cartographie des ressources en sol, la sauvegarde et la réhabilitation du patrimoine des foggaras et la recharge des nappes.

Quant au domaine de l'environnement, la coopération avec le Pnud s'articule autour des projets portant sur la préparation de la 3^{ème} communication sur les changements climatiques et sur la planification nationale sur la diversité biologique et mise en oeuvre en Algérie du plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique 2011-2020, précise le communiqué.

M. Overvest a été accrédité en octobre dernier en sa qualité de nouveau représentant du Pnud et coordinateur résident des Nations unies en Algérie, rappelle-t-on.

G. M.

Chlef

668,27 millions de mètres cubes dans les deux barrages de la wilaya provenant des eaux pluviales

➔ Les premiers averses de pluies de la saison en cours ont tardé mais vaut mieux tard que jamais car malgré le retard, les premières pluies de ce mois de novembre ont été d'un apport considérable en matière d'emmagasinage d'eau dans la wilaya de Chlef.

En effet, un taux de remplissage important a été enregistré au niveau des deux barrages, en l'occurrence celui de Sidi-Yacoub et celui d'Oued-Fodda, avons-nous

appris auprès de la Direction des ressources en eau de la wilaya de Chlef. Les deux barrages en question ont pu avoir un apport de 668,27 millions de mètres cubes en plus de la quantité d'eau qui était dans les deux barrages avant les précipitations de ce mois de novembre.

Zakarya M.

Voir sur Internet
www.lnr-dz.com

«Booster l'investissement créateur de richesses»

Rencontre du wali avec des investisseurs à Béjaïa

Le wali de Béjaïa, Ouled Salah Zitouni, a convié à une réunion de travail les investisseurs des zones industrielles et d'activités de 9 communes, notamment Akfadou, Ouzellaguene, Amizour, Timezrit et Seddouk, a-t-on appris. La rencontre s'est tenue jeudi passé au nouveau Campus universitaire d'Amizour, en présence de plusieurs directeurs de l'exécutif. Il s'agissait de relancer l'investissement dans la wilaya et d'encourager, voire de garantir, surtout aux porteurs de pro-

jets le soutien et l'accompagnement de l'Etat ainsi que l'importance accordée à l'investissement créateur de richesses et d'emplois en ces temps de disette induite par le recul du prix de l'or noir et la baisse des recettes de devises. Lors de ce regroupement, qui n'est pas le premier d'ailleurs organisé par le chef de l'exécutif, il s'agissait de lever les contraintes liées à l'installation de différents réseaux dans les zones d'activités, tels que l'eau potable, l'assainissement, le téléphone, la

fibre optique, l'électricité et aussi la viabilisation de ces zones à travers l'aménagement des accès et leur bitumage ainsi que l'aménagement des trottoirs. A ce titre, les directeurs de l'ADE, la SDE, Algérie Télécom et autres, ont été sommés de régler les problèmes posés par les investisseurs dans un délai de trois jours sous peine de sanction. Il a été décidé, au cours de ce regroupement, «l'installation d'une commission mixte composée de plusieurs directeurs, notamment ceux des

travaux publics, la SDE, l'ADE, l'environnement, la DRAAG, etc.» afin de coordonner l'intervention et lever les contraintes qui pourraient surgir à l'avenir et se dresser face aux investisseurs. Ces derniers ont été invités aussi à faire des efforts et à respecter les délais de lancement de leurs projets, faute de quoi ils seront exposés, eux aussi, à des sanctions réglementaires allant jusqu'à l'interruption de leurs actes de concession.

Hocine C.

Relizane **Raccordement de 540 foyers de Belassel au réseau d'AEP**

■ Quelque 540 foyers de la commune de Belacel (15 km au nord de Relizane) ont été raccordés, mardi, au réseau d'alimentation en eau potable (AEP). Cette opération, supervisée par le wali Hadjri Derfouf, entre dans le cadre du plan communal de développement (PCD) de l'exercice en cours pour un coût de 6 millions DA, selon les explications fournies. Ce raccordement sur une longueur de 2.500 mètres permettra d'alimenter des foyers en un ratio de 150 litres/jour par habitant en H/24. Ces nouveaux foyers réalisés dans le cadre de l'extension urbaine de cette commune sont alimentés à partir d'un réservoir de 250 mètres cubes, a-t-on indiqué. Ce quartier a bénéficié également de l'opération de réalisation du réseau d'assainissement d'un coût de plus de 5 millions DA, a-t-on ajouté. Le wali de Relizane a donné, lors de sa visite d'inspection dans la commune de Belacel, des instructions aux élus locaux pour ne pas attribuer des logements prêts avant leur raccordement aux différents réseaux.

Le conflit de l'eau potable à Illilten

Mobilisation des ressources disponibles pour une meilleure répartition

La prise en charge du problème d'alimentation en eau potable des villages de la commune d'Illilten au sud-est de Tizi-Ouzou passe par la mobilisation de toutes les ressources hydriques disponibles, a indiqué le wali Mohamed Bouderbali.

Par Roza Drik

Dans une déclaration, le chef de l'exécutif qui a effectué mercredi dernier une visite de travail dans la daïra d'Iferhounene, a souligné que la direction locale des ressources en eau a été créée "afin de saisir toutes les opportunités présentées dans la région pour mobiliser le maximum de ressources en eau dans la perspec-



tive d'une répartition équitable entre les citoyens de ce liquide vital ». "L'alimentation en eau potable de cette région qui est très pauvre en ressources aussi bien superficielles que souterraines est un problème crucial et sensible que nous prenons en charge en fonction des possibilités offertes en matière de disponibilité de la ressource", a-t-il précisé. Sur le conflit autour de l'eau potable dans la commune d'Illilten lié à la répartition de ce liquide à travers un captage de source, et qui oppose les villages Azrou et Iguefilene à Tifilkout et Taghzout, M. Bouderbali a souligné que "

l'eau est la propriété de la communauté, de la collectivité, de l'Etat et ne peut appartenir à des citoyens ou à des villages". Le premier magistrat de la wilaya qui a reçu les représentants de Tifilkout, en attendant de recevoir ceux des autres villages, pour écouter toutes les parties concernées par ce conflit, a estimé que "ce problème peut être réglé rapidement si les concernés acceptent de faire des concessions et agissent avec sagesse". Plutôt que de constituer une source de conflit et créer une animosité entre villages, qui de plus partagent des liens familiaux, l'eau qui est un patri-

moine commun à toute la collectivité, doit être une source de solidarité entre villageois", a insisté le wali. Lors de cette visite de travail, le wali a inspecté plusieurs projets de développement, dont des équipements publics et des programmes de logements, en cours de réalisation dans la daïra d'Iferhounene qui accuse un retard pour leur achèvement, a indiqué que les contraintes recensées lors de cette visite feront l'objet d'une étude particulière en vue de les lever. "Nous prendrons les mesures nécessaires pour parachever toutes les opérations qui sont en cours", a-t-il précisé. S'agissant du chemin communal qui relie la commune d'Illoula Oumalou à celle d'Ait Yahia en passant par Imsouhal, sur 12 kms, qui est très fréquenté et qui est dans un état de dégradation avancé, le wali a annoncé que "des dispositions seront engagées pour sa prise en charge à partir de 2017".

R.D.